

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS REUNION
Société anonyme au capital de 24 934 510 euros
Siège social au 1, Boulevard Haussmann – 75009 Paris
428 633 408 R.C.S. PARIS

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 9 mai 2025

I. — Bilan
(en milliers d'euros)

Actif	31/12/2023	31/12/2024
En milliers d'euros au 31 décembre		
Opérations interbancaires et assimilées	241 538	264 828
- Caisse, Banques Centrales	34 976	27 350
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0
- Créances sur les établissements de crédit	206 562	237 478
.Comptes ordinaires	6 190	37 207
.Comptes et prêts	200 372	200 271
.Opération de pensions	0	0
Opérations avec la clientèle	1 529 188	1 504 125
- Créances saines sur la clientèle	1 515 243	1 481 591
.Créances commerciales	1 760	959
.Comptes débiteurs	64 236	32 386
.Autres crédits	1 449 247	1 448 246
- Créances douteuses et douteuses-compromises	13 946	22 534
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	1	1
Participations et autres titres détenus à long terme	2 789	2 877
Parts dans les entreprises liées	0	0
Immobilisations incorporelles	85	35
Immobilisations corporelles	3 087	2 771
Autres actifs	5 271	3 425
Comptes de régularisation	24 855	17 578
Total de l'actif	1 806 814	1 795 639
Hors bilan		
Engagements de financement donnés	87 187	145 313
Engagements de garantie donnés	302 934	240 818
Passif	31/12/2023	31/12/2024
En milliers d'Euros au 31 Décembre	Avant affectation du résultat	
Opérations interbancaires et assimilées	266 887	385 065
- Banques Centrales	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit	266 887	385 065
.Comptes à vue	18 078	17 541
.Comptes et emprunts à terme	248 809	367 524
.Opérations de pension	0	0
Comptes créditeurs de la clientèle	1 446 582	1 329 292
- Comptes à vue	1 096 799	975 042
- Comptes à terme	136 969	152 310
- Comptes d'épargne à régime spécial (1)	212 814	200 608
- Autres sommes dues	0	1 332
Dettes représentées par un titre	0	0
- Bons de caisse	0	0
- Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
Autres passifs	9 117	7 899
Comptes de régularisation	29 137	19 408
Provisions	1 543	1 812
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	53 549	52 163
.Capital souscrit	24 935	24 935
.Réserves	2 576	2 576
.Primes d'émission	21 110	21 110
.Provisions réglementées et provisions pour investissement	37	30
.Report à nouveau	42	5
.Résultat de l'exercice	4 850	3 508
Total du passif	1 806 814	1 795 639

Hors bilan			
Engagements de financement reçus		0	0
Engagements de garantie reçus		829 325	789 043
(1) L'encours brut des dépôts de la clientèle en épargne réglementée (141 423 K€) est diminué du montant centralisé à la CDC (77 862 K€)			

II. — Compte de résultat

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'euros)	Net	
2023	2024	2023	2024		2023	2024
-12 225	-24 488	38 379	48 692	Produits (charges) d'exploitation bancaire		
-4 447	-12 572	4 789	11 824	Intérêts et produits (charges) assimilés	26 154	24 204
-7 778	-11 916	33 589	36 868	. Opérations avec les établissements de crédit	342	-748
0	0	0	0	. Opérations avec la clientèle	25 811	24 952
0	0	0	0	. Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
0	0	0	0	. Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0
0	0	1	0	. Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	1	0
		14	53	Revenus des titres à revenu variable	14	53
		14	53	. Dividendes et produits assimilés	14	53
		20 420	20 450	Commissions : produits	20 420	20 450
-1 673	-1 843			Commissions : charges	-1 673	-1 843
-34	-30	145	157	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	111	127
0	0	0	0	. Titres de transaction	0	0
-34	-30	145	157	. Opérations de change	111	127
0	0	0	0	. Instruments financiers	0	0
0	0	0	0	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
0	0	0	0	. Titres de placement	0	0
0	0	0	0	. Titres de l'activité de portefeuille	0	0
		1 457	1 116	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	1 457	1 116
-379	-301			Autres charges d'exploitation bancaire et assimilés	-379	-301
-14 311	-26 661	60 415	70 469	Produit net bancaire	46 104	43 807
-38 054	-35 990	97	36	Charges générales d'exploitation	-37 957	-35 954
-18 732	-17 086	97	36	. Frais de personnel	-18 635	-17 050
-952	-587			. Impôts et taxes	-952	-587
-18 370	-18 317			. Autres frais administratifs	-18 370	-18 317
-715	-622			Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob. financières incorporelles et corporelles	-715	-622
-53 079	-63 273	60 512	70 505	Résultat brut d'exploitation	7 432	7 231
-2 221	-4 687	1 379	2 083	Coût du Risque	-842	-2 603
-55 300	-67 960	61 892	72 590	Résultat d'exploitation	6 590	4 628
-13	-5	0	0	Gains et pertes sur actif immobilisés	-13	-5
-55 313	-67 965	61 892	72 590	Résultat courant avant impôt	6 577	4 623
0	0	0	0	Résultat exceptionnel	0	0
-1 739	-1 122	0	0	Impôts sur les bénéfices	-1 739	-1 122
-5	-3	17	10	Dotations/reprises provisions réglementées	12	7
-57 058	-69 090	61 909	72 600	Résultat net	4 850	3 508

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du Rapport de gestion du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la manière suivante :

Détermination du bénéfice distribuable	
Bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024	3.507.629,93 euros
Poste « Réserve extraordinaire »	+ 0
Poste « Report à Nouveau » bénéficiaire	+ 5.129,41 euros
Impact IFRIC sur IFC	+0
Soit un total formant un bénéfice distribuable de :	= 3.512.759,34 euros
Affectation du bénéfice distribuable	
Dotation au poste « Réserve légale »	0
Dotation au poste « Réserve extraordinaire »	0
A titre de dividendes attribués aux actionnaires	3.490.831,40 euros
Soit un solde affecté au poste « Report à Nouveau » de :	21.927,94 euros
Total	= 3.512.759,34 euros

L'Assemblée Générale, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice distribuable de 3.512.759,34 euros, précise que le poste « Réserve légale » ayant été intégralement doté conformément aux dispositions de l'article L. 232-10 du Code de commerce, il ne sera pas procédé à un prélèvement d'une partie du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024 pour l'affecter à ce poste.

L'Assemblée Générale, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice distribuable de 3.512.759,34 euros décide une distribution de dividendes d'un montant de

3.490.831,40 euros et l'affectation du solde du bénéfice distribuable, s'élevant à 21.927,94 euros, au poste report à nouveau.

Les dividendes d'un montant de 3.490.831,40 euros à répartir entre les actionnaires, se trouvent ainsi fixés à 0,70 euro pour chacune des 4.986.902 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, composant le capital social de la Société.

L'Assemblée Générale décide que les dividendes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ainsi distribués, seront mis en paiement à compter du 10 mai 2025 jusqu'au 30 septembre 2025 au plus tard.

L'Assemblée prend acte que le montant total des dividendes ainsi proposé, est éligible à l'abattement qui résulte de l'article 158-3-2° du Code général des impôts. Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Nominal de l'action (en euros)	Nombre d'actions	Dividende net par Action (en euros)	Montant total distribué (en euros)	Distribution éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du CGI (en euros)	Distribution éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du CGI (en euros)
2021	5,00	4.986.902	0,02	99.738,04	99.738,04	0
2022	5,00	4.986.902	1,53	7.629.960,06	7.629.960,06	0
2023	5,00	4.986.902	0,98	4.887.163,96	4.887.163,96	0

IV. — Annexe.

Note N° 1 - Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Réunion

Principes généraux

Les comptes de BNP PARIBAS REUNION sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date.

Les comptes sont établis et présentés en milliers d'euros.

Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode comptable applicable à la BNP PARIBAS REUNION réalisé au cours de l'exercice ayant un impact sur la comparabilité des comptes. Les règles de présentation des comptes sont similaires à celles pratiquées lors de l'exercice précédent.

Faits marquants de l'exercice

Néant.

Evènements post-clôture

Néant.

Situation de liquidité de BNP Paribas Réunion

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Réunion de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

Principes comptables

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière immobilière ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur conclue à des conditions hors marché donne lieu au calcul d'une décote représentant

l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

Pour rappel, en réponse à la crise sanitaire, des moratoires ont été accordés aux clients. Ces moratoires ont consisté le plus souvent en des reports d'échéances de quelques mois, avec ou sans facturation d'intérêts supplémentaires liés à ces décalages d'échéancier. Ces reports n'ont pas eu d'impact significatif. Le moratoire a été le plus souvent considéré comme ne répondant pas à une difficulté financière de l'emprunteur mais à une crise de liquidité passagère de l'emprunteur et le risque de crédit n'est, de ce fait, pas considéré comme ayant augmenté significativement.

Contrats d'épargne et de prêt réglementés

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Réunion qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Réunion relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimums attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Réunion, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Réunion ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de placement.

• *Autres titres détenus à long terme*

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Réunion entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

• Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Réunion dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Réunion. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Réunion est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Réunion dispose d'un contrôle exclusif ou conjoint avec d'autres entités du groupe BNP Paribas.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les titres sont tous évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable après distribution des dividendes ajustée des charges constatées d'avances, des charges à répartir sur plusieurs exercices, des produits constatés d'avance et des subventions d'investissements de la société dont ils relèvent ou une valeur de transaction connue.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

• Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré en résultat selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les actions sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse pour les actions cotées et par référence à la quote-part de capitaux propres revenant à BNP Paribas Réunion, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes pour les actions non cotées. Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Le prix de revient des titres de placement cédés est calculé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées dans la rubrique "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat, de même que les dépréciations de titres dotés ou reprises.

Dans le cas de situations exceptionnelles nécessitant un changement de stratégie ou lorsque les titres ne sont plus négociables sur un marché actif, les titres classés dans la catégorie « Titres de placement » peuvent être transférés dans la catégorie « Titres d'investissement » et doivent être identifiés au sein de ce portefeuille. Ces titres sont alors comptabilisés selon les dispositions relatives à la catégorie « Titres d'investissement ». Aucun reclassement n'a été réalisé par BNP Paribas Réunion.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire, à l'exception du matériel informatique qui fait l'objet d'un amortissement dégressif traité suivant le principe de l'amortissement dérogatoire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat. La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement calculé sur le mode linéaire, est enregistrée dans la rubrique « provisions réglementées : amortissements dérogatoires » au passif du bilan.

Les immobilisations sont constituées :

- de logiciels acquis ou créés, amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle ;
- d'immeubles d'exploitation amortis linéairement sur maximum 60 ans pour le gros œuvre, entre 10 et 30 ans pour les façades et pour les installations générales et techniques et maximum 10 ans pour les agencements. Des durées d'amortissement inférieures peuvent s'appliquer par exception pour des immeubles de construction plus légère ;
- de matériels micro-informatique amortis selon la méthode linéaire sur une durée entre 3 à 5 ans ;
- les autres matériels et mobiliers amortis selon la méthode linéaire sur une durée de 5 ans.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Provisions non liées à des opérations bancaires

BNP Paribas Réunion constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Coût du risque

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en euros) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Réunion enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite sous la rubrique « Frais de Personnel ».

Impôts

Le taux de 28% d'impôt sur les bénéfices a été appliqué sur la totalité du bénéfice fiscal.

La banque a également tenu compte de la contribution de 3.3% pour déterminer l'impôt dû au titre de chacune des périodes.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP PARIBAS Réunion comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable et prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicable dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée. Les impôts différés sont comptabilisés dans la rubrique impôt sur les sociétés.

Enfin, BNP Paribas Réunion est fiscalement intégrée dans le groupe BNP PARIBAS SA.

Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Réunion sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Réunion, par les primes de fin de carrière.

• *Avantages à court terme*

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

• *Avantages à long terme*

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

• *Avantages postérieurs à l'emploi*

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Réunion résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies. Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Réunion ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Réunion et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Réunion est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1^{er} janvier 2013, BNP Paribas Réunion applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, et conformément au choix laissé par le Collège de l'ANC du 05 novembre 2021, les droits à indemnités sont comptabilisés linéairement en prenant une date de départ des droits tenant compte du nombre d'années plafonnées jusqu'à la date de départ en retraite.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

Enregistrement des produits et charges

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Note N° 2 - Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2023			31/12/2024		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Caisse, Banques Centrales	34 976	0	34 976	27 350	0	27 350
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Effets publics et valeurs assimilées	0		0	0		0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Créances sur les établissements de Crédit	206 562	0	206 562	237 478	0	237 478
- Comptes ordinaires	6 190		6 190	37 207		37 207

.dt créances sur entreprises liées	4 123		4 123	34 910		34 910
.dt intérêts courus	1 993		1 993	2 262		2 262
- Comptes et prêts	200 372		200 372	200 271		200 271
.dt créances sur entreprises liées	200 000		200 000	200 000		200 000
.dt intérêts courus	372		372	271		271
- Opérations de pension	0		0	0		0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
.Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
Total	241 538	0	241 538	264 828	0	264 828
.dt intérêts courus	2 365		2 365	2 533		2 533

Note N° 3 - Opérations avec la clientèle

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2023			31/12/2024		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
- Crédits sains	1 515 242	0	1 515 243	1 481 591	0	1 481 591
.Créances commerciales	1 760	0	1 760	959	0	959
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Sociétés	1 760		1 760	959		959
Entrepreneurs Individuels	0		0	0		0
Particuliers	0		0	0		0
Autres	0		0	0		0
.Comptes débiteurs	64 235	0	64 236	32 386	0	32 386
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Sociétés	50 997		50 997	30 233		30 233
Entrepreneurs Individuels	2 520		2 520	178		178
Particuliers	9 455		9 455	1 964		1 964
Autres	1 264		1 264	11		11
.Autres crédits	1 449 247	0	1 449 247	1 448 246	0	1 448 246
.dt intérêts courus	1 975		1 975	2 063		2 063
Sociétés	682 326		682 326	554 033		554 033
Entrepreneurs Individuels	11 419		11 419	157 036		157 036
Particuliers	740 023		740 023	718 191		718 191
Autres	13 505		13 505	16 923		16 923
.Restructurés	0	0	0	0	0	0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
- Doubteux et Doubteux compromis	18 585	4 639	13 946	29 229	6 695	22 534
doutoux	7 762	299	7 463	7 530	1 061	6 468
.dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
.dt effets désactualisation	-39	0	-39	86	0	86
doutoux compromis	10 823	4 340	6 483	21 699	5 633	16 066
.dt intérêts courus	0		0	0	0	0
.dt effets désactualisation				130	0	130
Total	1 533 827	4 639	1 529 188	1 510 820	6 695	1 504 125
.dt intérêts courus	1 975	0	1 975			

Note N° 4 - provisions sur créances interbancaires et clientèles

En milliers d'Euros au 31 décembre	Encours de dépréciations au 31/12/2023	Dotations aux dépréciations de l'exercice	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice	Utilisations des dépréciations de l'exercice	Encours de dépréciations au 31/12/2024
		a	b	c	
Provisions inscrites en déduction de l'actif	4 639	3 467	636	775	6 695
- sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits	0	0	0	0	0
- sur opérations avec la clientèle (1)	4 639	3 467	636	775	6 695
encours douteux et douteux compromis Sociétés	3 726	2 994	387	659	5 673
encours douteux et douteux compromis EI	-1 503	71	53	13	-1 498
encours douteux et douteux compromis Particuliers	2 524	403	195	103	2 629
encours douteux et douteux compromis Autres	-109	0	1	0	-109
Provisions inscrites au passif	168	244	20	0	392
- sur engagements par signature	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Sociétés	0	0	0		0
encours douteux et douteux compromis E.I.	0				
encours douteux et douteux compromis Particuliers	0				
encours douteux et douteux compromis Autres	0				

- provision pour litiges divers (2)	168	244	20	0	392
Total	4 639	3 711	656	775	7 087

Coût du risque (en milliers d'euros)	31/12/2023	30/12/2024
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-104	131
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations (3)	-950	-838
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	877	775
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	-1 166	-3 570
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	502	636
Récupération sur créances amorties	0	263
Total	-841	-2 603

(1) : Figurent les dotations de provisions d'intérêts sur créances douteuses classées pour 0 K€ en PNB et non en coût du risque en application du CRC 2014-07.

(2) : Figurent les dotations et reprise de provision pour risques administratifs reclassés en PNB pour respectivement 244 K€ et 20 K€ et reprise pour litige clientèle hors-bilan pour 1 K€ reclassé en coût du risque,

(3) : Dont abandon effet désactualisation pour 55 K€.

Note N° 5 - Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèles

En milliers d'Euros au 31 décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2024
Opérations interbancaires et assimilées	114 828	110 000	40 000	0	264 828
- Caisse, Banques Centrales	27 350	0	0	0	27 350
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0
- Créances sur les établissements de crédit (1)	87 478	110 000	40 000	0	237 478
.Comptes ordinaires	37 207	0			37 207
.Comptes et prêts	50 271	110 000	40 000	0	200 271
.Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés					0
Opérations avec la clientèle	87 128	136 848	558 336	699 279	1 481 591
- Créances sur la clientèle (2)	87 128	136 848	558 336	699 279	1 481 591
. Comptes débiteurs	32 386				32 386
. Créances commerciales et autres crédits	54 742	136 848	558 336	699 279	1 449 204
dt Prêts d'épargne-logement	0	1	3	0	5
. Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
. Restructurés (3)	0	0	0	0	0
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0	0
Total	201 957	246 848	598 336	699 279	1 746 419

(1) : Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2024 à 37 207 K€ contre 6 190 K€ au 31 décembre 2023.

(2) : Nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle

(3) : Nous n'avons identifié aucune affaire ayant les caractéristiques d'un dossier restructuré selon le CRC 2014 -07.

Note N° 6 - Titres à revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Valeur Estimative	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Valeur Estimative
Actions et titres à revenu variable	1	1	2 297	1	1	2 327
- Titres de placement	1	1	2 297	1	1	2 327
Parts dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	2 789	2 789	4 127	2 877	2 877	3 905
- Titres de participation non cotés évalués selon :	2 789	2 789	4 127	2 877	2 877	3 905
Situation nette (1)	959	959	2 297	959	959	1 986
La valeur de transaction	0	0	0	0	0	0
Le coût de revient	1 830	1 830	1 830	1 919	1 919	1 919
- Titres cotés						
Total	2 789	2 789	6 424	2 878	2 878	6 231

(1) Situation nette après distribution des dividendes et ajustement des charges constatées d'avance, charges à répartir sur plusieurs exercices, produits constatés d'avance et subvention d'investissement

Note N° 7 - Immobilisations financières, incorporelles et corporelles

En milliers d'Euros au 31 décembre	Montant Brut début 2024	Acquisiti ons (1)	Cessions (1)	Transfert (1)	Montant Brut Fin 2024	Cumul Dépré- ciations début 2024	Dotations	Transferts	Reprises	Cumul Dépré- ciations fin 2024	Montant Net fin 2024
- Titres de placement	1				1	0			0	0	1
- Parts dans les entreprises liées	0				0	0				0	0
- Participations et autres titres détenus à long terme	2 789	358	270		2 878	0				0	2 878
Total des immobilisations financières	2 790	358	270		2 879	0	0		0	0	2 879
- Immobilisations incorporelles	5 023	0	3 820	0	1 203	4 939	50	0	3 818	1 171	33
- Immobilisations en cours	0	1	0	0	1						1
Total des immobilisations incorporelles	5 023	1	3 820	0	1 204	4 939	50		3 818	1 171	34
- Terrains et constructions	18 357	134	129	32	18 394	15 818	339		126	16 030	2 364
- Equipement, mobilier, installation	4 957	107	317	0	4 748	4 441	233		316	4 358	390
- Immobilisations en cours	33	19	0	-32	20						20
Total des immobilisations corporelles	23 345	260	446	0	23 159	20 259	572		443	20 388	2 773
Total	31 158	620	4 536	0	27 241	25 198	622		4 261	21 559	5 685

Note N° 8 - comptes de régularisation et autres actifs

En milliers d'Euros au 31 décembre	31/12/2023	31/12/2024
Comptes de régularisation - Actif	24 855	17 578
- Comptes d'encaissement	7 822	3 380
- Produits à recevoir	3 529	3 412
- Charges constatées d'avance	3 909	3 502
- Autres comptes de régularisation débiteurs	9 594	7 284
- Position de change - Bilan	0	0
Autres actifs	5 271	3 424
- Débiteurs divers	5 271	3 424
. Dépôts de garantie versés	63	95
. Créance envers l'Etat	2 913	980
. Fonds de Garantie des dépôts	1 493	1 567
. Autres débiteurs divers	802	782
- Comptes de stocks et autres emplois	0	0
. Autres débiteurs divers	0	0
- Instruments conditionnels taux d'intérêt	0	0
Total	30 126	21 002

Note N° 9 - Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles

En milliers d'euros au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2024
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	68 400	110 000	46 665	160 000	385 065
. Banques centrales	0	0	0	0	0
. Dettes envers les établissements de crédit	68 400	110 000	46 665	160 000	385 065
- Comptes ordinaires	17 541	0	0	0	17 541
. dt dettes sur entreprises liées	918				918
. dt autres sommes dues	134				134
. dt intérêts courus (2)	26				26
- Comptes et emprunts (1)	50 859	110 000	46 665	160 000	367 524
. dt dettes sur entreprises liées	50 000	110 000	46 665	160 000	366 665
. dt intérêts courus (2)	859				859
- Opérations de pension	0	0	0	0	0
. valeurs données en pension ou vendues ferme	0				0
Total	68 400	110 000	46 665	160 000	385 065

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note N°10 - Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduelles

En milliers d'Euros au 31 décembre	Échéance inférieure à 3 mois	Échéance comprise entre 3 mois et 1 an	Échéance comprise entre 1 an et 5 ans	Échéance Supérieure à 5 ans	Total 31/12/2024
Comptes créditeurs	1 273 761	52 798	2 101	631	1 329 291
- Comptes ordinaires	975 042	0	0	0	975 042
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Comptes créditeurs à terme	101 234	51 075	0	0	152 310
<i>dt intérêts courus (1)</i>	1 390				1 390
- Comptes d'épargne à régime spécial	196 153	1 723	2 101	631	200 608
<i>dt intérêts courus (1)</i>	6				6
<i>dt PEL</i>	27 150	1 723	2 101	631	31 605
<i>dt CEL</i>	14 869				14 869
- Autres sommes dues	1 332	0	0	0	1 332
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Opérations de pensions	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
- Bons de caisse	0	0	0	0	0
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Autres Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Total	1 273 761	52 798	2 101	631	1 329 291

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note N° 11 - Comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'Euros au 31 décembre	31/12/2023	31/12/2024
Comptes de régularisation - passif	29 137	19 408
- Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	7	0
- Charges à payer	11 090	9 083
- Produits constatés d'avance	2 796	2 910
- Compte d'ajustement créditeurs	0	0
- Autres comptes de régularisation créditeurs	15 243	7 415
Autres passifs	9 117	7 899
- Créditeurs divers	9 117	7 899
. Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires	1 838	1 726
. Rémunération due au personnel	1 053	2 532
. Provision pour participation et intéressement	194	1 377
. Impôts différés passif (1)	944	502
. Autres créditeurs divers	5 088	2 264
Total	38 254	27 307

(1) Les impôts différés au passif sont nettés avec les impôts différés à l'actif

Note N° 12 - Provisions

En milliers d'Euros au 31 décembre	31/12/2023	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2024
- Provisions	1 544	358	36	52	1 813
- Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	0	0			0
- Provision pour indemnités de départ en retraite	0	0		0	0
- Provision PLAN ISIS	83	55	36	0	102
- Provision pour primes de médailles	0	0	0	0	0
- Provisions PEL/CEL	193	0		31	162
- Provision pour risques suspens commissions	115	142		20	237
- Provision pour risques suspens commissions	53	103		1	155
- Provisions pour CET	1 099	58		0	1 157
- Provisions restructuration frais de personnel	0	0	0	0	0
- Provision redressement URSSAF	0				0
- Provision litiges personnel	0				0
- Provisions pour risques / litiges	0				0
- Total	1 581	358	36	52	1 813

(1) Suite à la mise à jour de la recommandation ANC n° 2013-02 le 5 novembre 2021, l'impact du changement de méthode de calcul des IFC est imputé sur les capitaux propres au travers du report à nouveau.

(2) En 2024, les provisions réglementées sont uniquement présentées sur la note n° 13 AFFECTATION DU RESULTAT ET VARIATION DE S FONDS PROPRES.

Note N° 13 - Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2023	Affectation résultat 2023	Autres variations	31/12/2024	Affectation proposée	Après affectation proposée
Capital (1)	24 935		0	24 935		24 935
Primes liés au capital	21 110		0	21 110		21 110
- Prime d'émission	18 000		0	18 000		18 000
- Prime de fusion	0		0	0		0
- Prime d'apport	3 110		0	3 110		3 110
Réserves	2 576		0	2 576		2 576
- Légale	2 493		0	2 493		2 493
- Réglementées (PVL + réévaluation)	0		0	0		0
- Libres	83		0	83		83
Provisions réglementées	37			30		30
Report à nouveau	42	-37		5	17	22
Distribution dividende		4 887			3 491	
Résultat	4 850	-4 850	0	3 508	-3 508	0
Total	53 550	0	0	52 163	0	48 672

(1) Le capital social est composé de 1 728 665 actions de 8 euros chacune.

Note N° 14 - Engagements donnés et reçus

En milliers d'Euros au 31 décembre	31/12/2023	31/12/2024
- Engagements donnés	390 121	386 132
- Engagement de financement	87 187	145 313
- Engagement de garantie	302 934	240 818
- Engagement sur titres	0	0
- Engagements reçus	829 325	789 043
- Engagement de financement	0	0
- Engagement de garantie	829 325	789 043
- Engagement sur titres	0	0

Note N° 15 - Produit net bancaire

En milliers d'Euros au 31 décembre	2023			2024		
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total
Opérations avec les établissements de crédit	342	159	501	-748	179	-569
Opérations avec la clientèle	25 809	18 590	44 399	24 952	18 428	43 380
Charges sur dettes représentées par un titre						
- Bons de caisse						
- Titres de créances négociables						
- Titres du marché interbancaire						
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	1	0	1			
Revenus des titres à revenu variable	14	0	14	53	0	53
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	111	0	111	127	0	127
- Titres de transaction	0	0	0	0	0	0
- Opérations de change	111	0	111	127	0	127
- Instruments financiers	0	0	0	0	0	0
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	0	0	0	0
- Portefeuille-titres de placement	0	0	0	0	0	0
Total des produits (charges) d'exploit. bancaire	26 276	18 749	45 025	24 384	18 607	42 991
Autres produits (charges) d'exploit. Bancaire	0	1 078	1 078	0	815	815
- Autres Charges d'exploitation bancaire		-379			-301	
- Autres Produits d'exploitation bancaire		1 457			1 116	
Produit net bancaire	26 276	19 827	46 103	24 384	19 423	43 807

Note 16 : Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2023	2024	2023	2024		2023	2024
-4 447	-12 572	4 789	11 824	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	342	-748
-4 447	12 572	4 789	11 824	. Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	342	-748
0	0	0	0	. Intérêts sur valeurs reçues (données) en pension	0	0
0	0	0	0	. Charges sur titres participatifs	0	0

0	0	0	0	. Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	0	0
-15	-45	174	225	. Total des Commissions	159	179
-15	-45	95	225	. Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	80	179
0	0	79	0	. Commissions sur opérations Hors Bilan	79	0
-4 462	-12 618	4 963	12 049	Total	501	-569

Note N°17 - Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2023	2024	2023	2024		2023	2024
-7 779	-11 916	33 588	36 868	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	25 809	24 952
-7 779	-11 916	33 588	36 868	. Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle (1)	25 809	24 952
0	0	0	0	. Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
-1 656	-1 797	20 246	20 226	. Total des commissions et produits (charges) assimilés	18 590	18 428
-128	-141	5 691	6 686	. Commissions/ opérations avec la clientèle	5 563	6 544
0	0			. Commissions/ opérations sur titres	0	0
0	0	4	0	. Commissions/ opérations de change	4	0
-1 528	-1 656	12 644	12 700	. Commissions/ prestations de services financiers	11 116	11 044
-1 528	-1 656	8 215	9 400	. dont commissions sur moyens de paiement	6 687	7 744
	0	1 907	839	. Commissions sur opérations de hors-bilan	1 907	839
	0	65	0	. sur les engagements de financement	65	0
0	0	1 842	839	. sur les engagements de garantie	1 842	839
0	0	0	0	. sur instruments financiers à terme	0	0
0	0	0	0	. Autres commissions et produits divers	0	0
-9 435	-13 714	53 834	57 094	Total	44 399	43 380

(1) dont montant de l'ajustement des ICNE 2023 sur 2024 sur les DAT pour 755 k€

- agence 9999 : 684 k€ d'intérêts non calculés

- agence 9403 : 71 k€ d'impact de modification de taux

Note N° 18 - Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'euros au 31 décembre		2023	2024
Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
- Titres de placement		0	0
- Titres d'investissement		0	0
Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :		14	53
- Titres de participation + autres titres détenus à long terme		14	53
Gains (pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titres		0	0
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe			
- Résultats réalisés sur cessions		0	0
. plus-values		0	0
. moins-values		0	0
- Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation		0	0
. dotation aux provisions pour dépréciation		0	0
. reprise de provisions pour dépréciation		0	0
- Gains (pertes) sur titres de transaction		0	0
Total		14	53

Note N° 19 - Plus ou moins values sur immobilisations

En milliers d'euros au 31 décembre		2023	2024
Plus ou moins values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		-13	-5
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation		0	0
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation		-13	-5
Résultats de cession & provisions sur immobilisations financières		0	0
- Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières		0	0
. participations et parts dans les entreprises liées		0	0
. autres titres détenus à long terme		0	0
- Reprises de provisions pour dépréciation Immob. financières		0	0
. titres d'investissements (issus d'un reclassement)		0	0
. participations et parts dans les entreprises liées non consolidées		0	0
. autres titres détenus à long terme		0	0
Total		-13	-5

Note N° 20 - Frais de personnel

En milliers d'euros au 31 décembre	2023	2024
- Salaires et traitements	-12 015	-10 465
- Autres charges	-4 931	-4 726
- Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites	-1 064	-1 114
- Dotations et reprises pour autres engagements sociaux	15	-58
- Autres charges sociales	-3 882	-3 554
- Intéressement et participation des salariés	-995	-1 100
- Participation des salariés	-669	-723
- Intéressement des salariés	-326	-376
- Impôts, taxes et verst. Assimilés sur rémunérations	-694	-759
Total	-18 635	-17 050

Note N° 21 - Produits et charges exceptionnels

En milliers d'euros au 31 décembre	2023	2024
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	0	0

Note n° 22 - Impôts

En milliers d'euros au 31 décembre	2023	2024
Charge des impôts courants de l'exercice	-1 739	-1 503
Charge des impôts courants de l'exercice A-1	1	0
Net des impôts différés de l'exercice	0	381
Charge nette d'impôts	-1 738	-1 122

Note N° 23 - Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'Euros au 31 décembre	Solde	
2023	2024	2023	2024		2023	2024
-4 610	-12 818	2 289	9 345	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-2 321	-3 473
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0	0	0	0	Charges et produits sur empr. ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres sub. à durée indéterminée et titres participatifs.	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
-4 610	-12 818	2 289	9 345	Total des intérêts et produits (Charges) assimilés (1)	-2 321	-3 473
				Com. sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	0
				Commissions sur opérations sur titres	0	0
				Commissions sur opérations de change	0	0
0	0	93	0	Commissions sur opérations de hors-bilan	93	0
0	0	3 703	2 344	Commissions et produits (charges) divers	3 703	2 344
0	0	3 796	2 344	Total des commissions et divers produits (charges) (2)	3 796	2 344
-4 610	-12 818	6 085	11 689	Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées	1 475	-1 129

(1) Dont Intérêts sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 1 047 / produits : 122)

BNPP New York (charges : 0 / produits : 440)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :

Cardif Assurance Vie (charges : 0 / produits : 2 126)

Note N° 24 Autres informations**I - Rémunération des organes de Direction**

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02/08/94.

II - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante

	2023	2024
Effectif Moyen (1)	191	197
- dont cadres	81	84
- dont techniciens & employés	110	113

III - Appartenance au groupe BNP Paribas :

. Les comptes de BNP Paribas REUNION sont inclus dans les comptes consolidés établis par BNP Paribas SA (SIRET : 66204244900014) consultables au 16 Bd des

Italiens 75009 Paris Cedex.

. BNP Paribas REUNION fait également partie du groupe fiscal de BNP Paribas SA

(1) En complément de ces effectifs salariés de BNP Paribas Réunion, 1 détaché travaille sur le site de cette entité pour ses besoins spécifiques contre 3 en 2023.

Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices
(Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2020	2021	2022	2023	2024
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	24 934 510	24 934 510	24 934 510	24 934 510	24 934 510
Nombre d'actions émises	4 986 902	4 986 902	4 986 902	4 986 902	4 986 902
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	44 877 861	46 514 815	50 326 932	59 917 807	69 927 304
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	3 431 985	1 909 404	9 262 448	7 622 319	8 294 394
Impôts sur les bénéfices	1 111 172	1 147 169	2 768 449	1 738 769	1 122 201
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	501 673	623 470	691 094	669 227	723 394
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	2 460 772	21 859	7 668 677	4 849 993	3 507 630
Montants des bénéfices distribués	2 443 582	99 738	7 629 960	4 887 164	3 490 831
Résultat des opérations réduits à une seule action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	0,36	0,03	1,16	1,05	1,29
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	0,49	0,00	1,54	0,97	0,70
Dividende versé à chaque action	0,49	0,02	1,53	0,98	0,70
Personnel					
Nombre des salariés au 31 Décembre	198	194	188	191	197
Montant de la masse salariale	11 891 009	11 043 608	10 994 940	11 609 923	10 915 484
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Oeuvres sociales, etc...)	5 321 733	5 043 556	4 956 404	4 964 199	4 650 074

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l’Assemblée Générale de la société BNP Paribas Réunion,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Réunion relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

▪ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

▪ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ Dépréciations des risques de crédit et de contrepartie

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Par ailleurs, le contexte de crises multiples et successives ainsi que le maintien d'un environnement macroéconomique austère affectent la capacité de remboursement des emprunteurs avec des situations contrastées.</p> <p>Ainsi, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Tel qu'indiqué dans les notes 3 et 4 de l'annexe aux comptes annuels, les encours bruts douteux et douteux compromis de prêts à la clientèle de votre société s'élèvent, au 31 décembre 2024, à M€ 29,5 dépréciés à hauteur de M€ 6,7.</p> <p>Ces dépréciations sont déterminées sur une base individuelle. Les dépréciations individuelles sont déterminées par la direction en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en oeuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit et de contrepartie constituent un point clé de l'audit, dans le contexte économique décrit ci-dessus dans la mesure où les dépréciations individuelles constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à prendre connaissance et à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour identifier puis évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre société ;▪ pris connaissance du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes ;▪ apprécié la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du processus de revue de crédit ;▪ réalisé des analyses contradictoires des montants sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères d'importance significative et de risques.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

- Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas Réunion par votre assemblée générale du 11 mai 2006 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 31 mai 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion

de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 24 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE & ASSOCIES

Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres

Hassan Baaj

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de BNP Paribas Réunion, sis au 1 boulevard Haussmann - 75009 Paris.